

Ni en 2024, Ni jamais NON au Big Brother Olympique

paru dans lundimatin#272, le 26 janvier 2021



Quel lien y a-t-il entre les jeux olympiques et la loi sécurité globale ? Les deux sont des prétextes à l'extension de la surveillance et du contrôle policier.

Les Jeux Olympiques ne sont pas que les Jeux Olympiques. On sait qu'ils sont l'occasion de se faire beaucoup d'argent pour les organisateurs, les entreprises du BTP, les agences publicitaires, une grande marque de soda, mais jamais pour les États et moins encore pour les peuples. Ils sont aussi une vitrine et l'occasion d'un changement d'échelle des technologies sécuritaires.

Avez-vous déjà fait le lien entre la Loi sécurité globale et les Jeux Olympiques 2024 de Paris ? La Loi de sécurité globale permettrait la reconnaissance faciale, l'utilisation de drones, la détection automatisée des personnes considérées comme « gênantes », l'apparition de policiers « augmentés », la mobilisation importante de la sécurité privée et l'extension de ses prérogatives... En novembre dernier, le ministère de l'intérieur indiquait dans son nouveau Livre blanc que tout cela devra être prêt et autorisé pour que les JO Paris 2024 soient un lieu de promotion et d'amplification des technologies sécuritaires.

Attendons-nous à voir défiler, dans les trois prochaines années, des lois et expérimentations faisant sauter les verrous de ce qui nous protège contre la surveillance et le contrôle policier généralisés et permanents. En attendant que la reconnaissance faciale en temps réel soit autorisée en France, le ministère de la Défense améliore ses produits en les testant à Singapour [1].

Dans l'attente des Jeux Olympiques, les entreprises du high tech et certain·es élu·es piaffent d'impatience. Pour les premiers, ça sera l'occasion de prendre de juteux marchés et pour les seconds, le moyen de contrôler les populations à portée de main.

Pourtant, ces technologies sécuritaires sont intrusives et sources d'erreurs énormes. Elles ne sont en rien nécessaires pour arrêter le terrorisme ou la grande criminalité, mais sont surtout le moyen de contrôler l'ensemble de la population, traitant chacun·e comme un·e potentiel·le criminel·le. Ces technologies ouvrent la porte à tous les fantasmes sécuritaires agités par les marchands de peur, à toute la démagogie d'élu·es jouant aux apprentis sorciers, et elles représentent des profits économiques considérables.

Les JO Paris 2024 vont être l'occasion d'exposer en grandeur nature les chefs d'œuvre de l'industrie sécuritaire française. Évidemment, cela est présenté, de façon mal honnête, comme un moyen efficace de gestion des foules, notamment aux entrées de stade, et donc comme la garantie d'assurer la sécurité. Résultat : ces technologies seront alors banalisées, et rendues possibles pour un usage permanent.

Il ne faut pas s'en étonner : depuis Athènes 2004, les JO sont devenus la plus grande opération sécuritaire en temps de paix avec la mobilisation des dizaines de milliers d'effectifs et ils ont systématiquement servi à pour une militarisation accrue du maintien de l'ordre. De Pékin à Rio en passant par Sotchi, les JO ont été utilisés pour accroître l'emprise du contrôle policier des États sur les populations et ainsi, nier les libertés

publiques. Ce spectacle mondial présente souvent une formidable opportunité pour la création de nouvelles législations nationales controversées, comme la loi anti conspiration au Japon, la loi sécurité globale en France. Si les JO de Tokyo avaient lieu, ils seraient les premiers Jeux utilisant la reconnaissance faciale. Et Paris 2024 est prêts à reprendre la suite. La reconnaissance faciale, les drones, les caméras piétonnes et l'analyse automatisée d'image, couplées avec un usage toujours plus large du fichage policier des manifestant·es, devenu systématique, n'a d'autre finalité que de nous museler.

Nous, organisations et collectifs signataires, entendons dénoncer l'utilisation de ce type de grands évènements comme vitrine et comme laboratoire grandeur nature de toute technologie sécuritaire, intrusive et attentatoire aux libertés. Nous savons que chaque développement technologique dans le domaine du contrôle n'est ensuite plus jamais remis en cause et que les fameux « garde-fous » dont nos dirigeants se gargarisent ne sont en réalité que des garanties de papier. Une fois mises en œuvre, il sera vain d'espérer qu'un quelconque organisme comme la CNIL par exemple, pourra efficacement encadrer les usages.

Certains décideurs et promoteurs des JO ont les objectifs politiques et mercantiles d'un projet gravement régressif pour nos droits et nos libertés. Il est encore temps d'arrêter cela.

Premiers Signataires :

Brigade de Solidarité Populaire Aubervilliers Pantin, Conseil Citoyen Saint Denis Centre Ville, DAL, Désobéissance Écolo Paris, Extinction Rebellion Montgeron, Extinction Rebellion Montreuil, Extinction Rebellion Pantin et alentours, Extinction Rebellion Paris Centre, Extinction Rebellion Paris Nord, Extinction Rebellion Val d'Oise, Laboratoire Écologique Zéro Déchet Pantin, La Quadrature du Net, Non aux JO 2024 à Paris, Résistance à l'Agression Publicitaire, Saccage 2024, Youth For Climate Ile de France

[1] <https://www.franceinter.fr/emissions/secrets-d-info/secrets-d-info-02-janvier-2021>



NOTRE TERRE
BRULE
FINI D'E
JOUER



@SACCAGE2024